

<http://pierre-alainmillet.fr/Agir-pour-les-victimes-de-toutes>



Conseil municipal du 4 avril 2022

Agir pour les victimes de toutes les guerres !

- Délibérations - Conseil Municipal -



Date de mise en ligne : lundi 4 avril 2022

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

L'entrée des troupes russes en Ukraine le 24 février a plongé des millions de personnes, familles et enfants dans la guerre et généré des millions de réfugiés, étendant le conflit qui, depuis 2014, fait rage dans le Donbass en une guerre dans tout le pays.

Il y a quelques mois, un rapport du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés prévenait « la communauté internationale ne parvient pas à préserver la paix », soulignant que les déplacements forcés avaient doublé au cours de la dernière décennie. Début 2022, le nombre de personnes qui avaient été forcées de quitter leur foyer en raison de persécutions, de conflits et de violations des droits humains s'élevait à 79,5 millions, plus de la moitié dans leur propre pays.

Si on parle beaucoup de l'accueil d'ukrainiens en France, il faut rappeler que la majorité sont déplacés dans leur pays, 6,5 millions selon le HCR, et que sur les 4 millions qui l'ont fuit, 2 millions sont en Pologne, des centaines de milliers en Roumanie, Moldavie, Hongrie, Slovaquie et 250 000 en Russie, venant s'ajouter au million de ceux qui avaient fuit le Donbass depuis 2014.

Il faut savoir que l'Ukraine avait déjà perdu dix millions d'habitants de 1991 à 2014, un pays ravagé par des oligarques qui se partagent le pouvoir depuis la dislocation de l'URSS, certains alliés de la Russie, d'autres de l'occident.

Ce sont ses drames humains accumulés, du même ordre de grandeur que les réfugiés syriens, autant que ceux du soudan et de l'Afghanistan réunis, qui doivent d'abord nous guider en recherchant comment aider, tout en agissant aussi pour le cessez-le-feu au plus vite, la désescalade militaire, le retrait des troupes, et enfin, l'ouverture de négociations pour un accord de paix en Europe, de Lisbonne à Moscou.

Oui, le HCR nous dit le plus important « la communauté internationale ne parvient pas à préserver la paix ». Et si nous ne mettons pas cette question au coeur de nos actions, alors nous verrons toujours la guerre s'ajouter à la guerre. La communauté internationale n'a pas fait taire les armes au Donbass, elles tonnent aujourd'hui dans toute l'Ukraine, si on en les arrête pas, elles s'entendront ailleurs encore, à l'Est ou à l'Ouest, au Nord ou au Sud.

Il faut rappeler l'infamie liste des guerres encourues sur la planète, le plus souvent oubliées. Nous connaissons tous la guerre d'Irak, d'Afghanistan, de Syrie ou de Libye, mais nous savons peu de choses sur les guerres d'Afrique, Soudan, Congo, Somalie, Yemen, Tigré...qui font pourtant chacune plus de 100 000 morts par an.

Et nous savons tous que les guerres, une fois écartées les justifications médiatiques de ceux qui les décident, sont toujours motivées par l'accès aux ressources, minerais, gaz, pétrole, eau... C'est bien la guerre économique qui conduit aux guerres militaires, et la course aux armements en est à la fois une conséquence et une cause.

C'est pourquoi si nous condamnons l'entrée des troupes russes en Ukraine, tout en dénonçant l'action résolue de l'OTAN pour atteindre l'objectif historique des USA de pousser à l'éclatement de la Russie, nous pensons que ce qui est important en France et pour nous dans ce conseil, c'est de placer la solidarité nécessaire dans l'appel à la fin des combats, à la sortie de guerre, à une solution de paix pour tous les peuples !

Nous ne participerons pas aux croisades de ceux qui veulent que la France entre en guerre contre la Russie, ou contre la Chine, ni d'ailleurs contre aucun autre peuple. Nous demandons la fin des interventions militaires

extérieures de la France.

Les communistes appellent à la renaissance d'un grand mouvement pour la paix, pour le désarmement, et notamment pour le désarmement nucléaire. Il faut urgemment un accord mondial contre la militarisation de l'espace qui s'accélère et symbolise une forme mondialisée de guerre. Il faut sortir la recherche scientifique et technique d'un pilotage militaire qui nous prépare le pire dans les biotechnologies ou le numérique.

Nous savons bien que ces questions ne relèvent pas de notre conseil, et s'il était important d'affirmer notre opposition à la guerre, et d'organiser la solidarité avec les plus nombreux qui sont en Ukraine ou a proximité, nous devons aussi agir pour l'accueil des réfugiés en France. Mais nous ne pouvons pas faire comme si cette question était nouvelle. Depuis des années, des réfugiés d'Afrique ou d'Orient cherchent asile ou refuge, et nous avons de lois en lois durcies leurs conditions d'accueil jusqu'à n'accepter que une demande sur cinq ces dernières années, laissant la grande majorité des migrants ou réfugiés dans le non-droit, des conditions d'accueil indignes, et une reconduite à la frontière presque toujours traumatisante.

Nous soutenons les 10 propositions de la CIMADE transmise à la présidence française de l'union européenne pour *une Europe qui se fonde sur le respect des droits humains et les solidarités internationales, afin d'assurer la protection des personnes et non leur exclusion* dont la deuxième qui affirme l'égalité des droits.

Or pour de très nombreux Vénissiens, les annonces gouvernementales de conditions d'accueil spéciales pour les réfugiés ukrainiens est ressenti comme une terrible injustice pour tous les autres, dont des milliers sont bloqués dans une zone grise de non droit. Nous connaissons bien cette situation à Vénissieux avec une soixantaine de famille syriennes déjà expulsées plusieurs fois de différents squats, le dernier à Vaulx-en-Velin, et qui ont été installés par effraction par des trafiquants de la misère dans des logements sociaux.

Comment l'état peut-il aujourd'hui mobiliser des moyens qu'il refusait à toutes les associations travaillant dans l'accueil et l'hébergement depuis des années ? Comment peut-on à Lyon, loger et ouvrir des droits sociaux à des personnes qui en ont besoin et les refuser à d'autres qui en ont elles-aussi besoin ? Il y avait en janvier, 2500 personnes à la rue dans l'agglomération lyonnaise.

C'est pourquoi nous demandons que les moyens exceptionnels mobilisés pour l'accueil soit ouverts à tous les réfugiés, et notamment que la préfecture décide d'une action pour les familles syriennes leur donnant accès à un logement et un statut digne.